

Les Institutions Sans But Lucratif en France et aux Etats-Unis Comparaison, Evolution récente et Réaction face à la crise

**Edith Archambault, Centre d'économie de la Sorbonne,
Université Paris1 Panthéon-Sorbonne**

Résumé

La comparaison des secteurs sans but lucratif américain et français commence par un état des lieux en 1995. Les données empiriques strictement comparables sont interprétés par les ideal-types libéral anglo-saxon et partenarial européen de bien-être. Dans un deuxième temps, l'évolution depuis ce point de départ jusqu'à 2007 sera analysée, en insistant sur le renforcement des spécificités de chaque pays, leur forte dépendance de sentier, même si certaines tendances se retrouvent dans les deux pays. Enfin on essaie de voir l'impact de la crise financière, économique et sociale et la résilience respective des deux tiers secteurs.

Introduction

« Partout où, à la tête d'une entreprise nouvelle, vous voyez en France le gouvernement et en Angleterre un grand seigneur, comptez que vous apercevez aux États-Unis une association. » disait TOCQUEVILLE en 1840. Il est toujours intéressant 170 ans plus tard de comparer les Français et les Américains dans leur rapport à l'Etat et à l'initiative privée associative¹. Certes, une véritable démocratie s'est instaurée en France depuis la Monarchie de Juillet. Les associations cependant, si intimement mêlées à la démocratie selon Tocqueville, ont été longues à se multiplier et à prendre de l'ampleur car elles ont été contrôlées et réprimées par les régimes autoritaires qui ont périodiquement mis entre parenthèses la République. Ce n'est donc qu'après la seconde guerre mondiale que la liberté d'association, tardivement légalisée en 1901, a été retrouvée définitivement en France². Après 1960-1970, les associations se multiplient rapidement et le secteur sans but lucratif français rattrape son retard par rapport à celui des démocraties développées.

Dans la comparaison socio-économique qui va suivre, on retiendra un terme plus neutre, moins juridique et donc moins institutionnellement connoté que celui d'associations, celui d'institutions sans but lucratif (ISBL). C'est le terme statistique utilisé par le Système international de comptabilité nationale (SCN93) qui en donne définition suivante :

« les institutions sans but lucratif sont des entités juridiques ou sociales créées dans le but de produire des biens ou des services, dont le statut ne leur permet pas d'être une source de revenu, de profit ou d'autres formes de gain financier, pour les unités qui les créent, les contrôlent ou les financent »³

Cette définition est précisée et rendue opérationnelle par le *Manuel sur les Institutions sans but lucratif dans le Système de Comptabilité nationale* de l'ONU (ONU, 2006). Le secteur sans but lucratif regroupe alors « l'ensemble des unités qui sont simultanément :

- des organisations
- sans but lucratif, c'est-à-dire ne distribuant pas de profit
- institutionnellement distinctes des administrations publiques

¹ . TOCQUEVILLE publie *De la Démocratie en Amérique* alors que la loi Guizot de 1834 interdit pratiquement la liberté de s'associer

² On peut même dire que la liberté d'association n'a été complète qu'après 1981, date à laquelle a été supprimée l'autorisation administrative à laquelle étaient soumises les associations étrangères en France. Pour une histoire moins sommaire du secteur sans but lucratif en France, voir ARCHAMBAULT (1996 et 2001).

³ SCN93, 4. 54

- auto-administrées
- à participation non obligatoire⁴

Concrètement, le concept d'ISBL recouvre en France essentiellement les statuts juridiques d'associations et de fondations, à condition qu'elles remplissent les cinq critères précédemment énoncés⁵, alors qu'aux Etats-Unis, c'est l'*Internal Revenue Service*, l'autorité fiscale, qui détermine sur documents au moment de leur enregistrement quelles entités sont non lucratives et donc exemptées de l'impôt sur les sociétés. Le secteur sans but lucratif américain ainsi déterminé est composé de *public charities*, (dont l'objet est « charitable », c'est-à-dire d'intérêt général : il porte limitativement sur la religion, les arts, la santé, l'éducation, la recherche, les services humains) et de *private foundations* qui ont les mêmes objectifs le plus souvent, mais ce n'est pas limitatif, et qui tirent une part essentielle de leurs ressources des revenus d'une dotation initiale (*endowment*). A ces deux catégories qui oeuvrent pour le bien public s'ajoutent des organisations qui travaillent pour les intérêts de leurs membres : syndicats, organisations professionnelles, *Health management organizations*, groupes de défense des droits et des intérêts, clubs récréatifs⁶. Aux Etats-Unis aussi, les organisations précitées doivent remplir les cinq critères précédemment évoqués pour être considérées comme des ISBL.

La comparaison des secteurs sans but lucratif (SSBL), ou tiers secteurs, américain et français commencera par un état des lieux en 1995, tel qu'il ressort de la deuxième phase du Programme Johns Hopkins. Les données empiriques strictement comparables sont interprétées grâce à des idéal-types, car les tiers secteurs des Etats-Unis et de la France sont considérés comme représentatifs respectivement des modèles libéral anglo-saxon et partenarial européen de bien-être, selon la théorie des origines sociales (SALAMON and ANHEIER, 1998). Dans un deuxième temps, l'évolution des ISBL dans les deux pays depuis ce point de départ jusqu'à 2007 sera analysée, en insistant sur le renforcement des spécificités de chaque pays, sur sa forte dépendance de sentier (NELSON et WINTER, 1983), même si certaines tendances se retrouvent dans les deux pays. Enfin on essaiera de voir l'impact de la crise financière, économique et sociale sur les organisations non lucratives. Bien sûr, les données empiriques ne sont pas disponibles actuellement et on s'appuiera sur des enquêtes plus qualitatives et des dires d'expert et on ne peut qu'émettre des hypothèses sur la résilience respective des deux tiers secteurs

1 – Les tiers secteurs américain et français à la fin du 20^{ème} siècle : modèle libéral versus modèle partenarial ?

Le Programme de comparaison internationale du secteur sans but lucratif avait, entre autres buts, celui de combler l'invisibilité de ce secteur dans les comptes nationaux, car les ISBL

⁴ ONU 2006 2.14. Ces cinq critères, qui doivent être simultanément réalisés, sont précisés dans les paragraphes 2.15 à 2.20.

⁵ Les ISBL en France sont à 92% des associations et à 3% des fondations. Le reste, ce sont les cultes et congrégations religieuses, les partis politiques, les syndicats, les comités d'entreprise et les organismes paritaires gérant des régimes de protection sociale facultatifs. Inversement, certaines associations ne sont pas des ISBL : celles qui sont lucratives (les cercles de jeu, par exemple), celles qui sont à la fois financées et contrôlées par la puissance publique (AFPA), celles qui gèrent des régimes de protection sociale obligatoire (ASSEDIC, AGIRC, ARRCO) ou encore les organisations professionnelles ou patronales à adhésion obligatoire

⁶ Les *public charities* et les fondations sont classées en 501 (c) 3 : outre l'exemption fiscale elles ont droit à la déductibilité fiscale des dons et legs qui leur sont adressés. Les autres organisations non lucratives, classées en 501 (c) 4 à 6 ont droit à l'exemption des impôts sur les sociétés, mais pas à la déductibilité fiscale des dons

sont réparties dans les divers secteurs institutionnels ou omises. La seconde phase de ce programme mobilisait 37 pays et portait sur l'année 1995⁷. Ce sont ces données comparables qui vont permettre de présenter le poids économique, la composition par secteur d'activité et l'origine des ressources des deux tiers secteurs à la fin du 20^{ème} siècle (A). Puis on interprétera ces données économiques à travers la grille de lecture de la théorie des origines sociales, réinterprétée pour l'Europe au cours de travaux antérieurs (ARCHAMBAULT, 2009) (B)

A – Poids économique, composition et origine des ressources du Tiers secteur en France et aux Etats-Unis en 1995

Le **tableau 1** donne le **poids économique** de l'ensemble des ISBL telles qu'elles ont été précédemment définies. Cependant seules celles qui emploient des salariés sont en fait prises en compte, faute de sources statistiques, et les cultes et congrégations religieuses ont été omis car impossibles à cerner dans la plupart des pays. Cependant la mesure du bénévolat permet de pallier cette première lacune et on verra ultérieurement l'importance de la variable religieuse pour les deux pays.

Tableau 1 Poids économique du SSBL en France et aux Etats-Unis, 1995

	France	Etats-Unis
Salariés ETP	960 000	8 555 000
Salariés/emploi total ETP	4,9%	7,8%
Bénévoles ETP	630 000 ⁸	4 995 000
Dépenses courantes (M\$)⁹	57 000	502 000

Source : Salamon and associates, 1999

On voit donc qu'en valeur absolue le tiers secteur américain, le plus grand du monde, est presque dix fois plus important que son homologue français, ou, si l'on tient compte des différences de population, environ le double. En valeur relative, l'écart se rétrécit un peu, car le taux d'emploi et le PIB par tête sont plus élevés aux Etats-Unis, mais il reste substantiel. Dans les deux pays, le SSBL est un employeur majeur et la main d'œuvre est très majoritairement féminine dans des activités de service. Seules les dépenses courantes de ce secteur ont été appréhendées faute d'information sur les dépenses en capital, ce qui sous estime un peu son poids économique.

Dans le **tableau 2** on lit la **composition interne des deux secteurs** selon la nomenclature *International Classification of NonProfit Organizations (ICNPO)* adaptée aux services rendus par les ISBL mais s'imbriquant dans la nomenclature internationale d'activités ISIC.

⁷ La méthodologie élaborée collectivement par les 13 pays (dont la France) associés à la première phase du Programme Johns Hopkins a été validée par l'ONU et rendue compatible avec le système international de comptabilité nationale SCN93 dans le Manuel précité (ONU 2006)

⁸ Ce chiffre a été recalculé en prenant pour base le temps de travail bénévole déclaré à l'enquête Conditions de vie, vie associative (INSEE 2002) car les chiffres précédemment publiés reposaient sur une enquête qui surévaluait le temps de travail. En revanche le pourcentage de bénévoles est cohérent avec l'enquête INSEE. Cette erreur souligne l'importance d'une méthodologie standardisée dans la mesure du bénévolat

(ARCHAMBAULT ET PROUTEAU, 2009)

⁹ En 1995, 1\$=4,99F=0,88€

Tableau 2 Structure du SSBL en France et aux Etats-Unis, 1995
(en pourcentage des salariés ETP du SSBL)

Domaine d'activité selon ICNPO	France	Etats-Unis
Culture, sports et loisirs	12,1%	7,3%
Education et recherche	20,7%	21,5%
Santé	15,5%	46,3%
Services sociaux	39,7%	13,5%
Environnement	1,0%	0,0%
Développement local, logement	5,5%	6,3%
Défense des droits et intérêts	1,9%	1,8%
Fondations redistributrices	0,0%	0,3%
Aide internationale	1,8%	0,0%
Organisations professionnelles	1,8%	2,9%
Total	100,0%	100,0%

Source : Salamon and associates, 1999

On voit que dans les deux pays les domaines d'activité qui relèvent de la protection sociale, c'est-à-dire la santé et la protection sociale, polarisent l'essentiel de l'activité économique du tiers secteur. Mais alors qu'aux Etats-Unis c'est la santé qui en représente près de la moitié, en France la polarisation se fait autour de l'action sociale, avec 40% de l'emploi salarié. On commentera cette différence fondamentale ultérieurement. L'éducation arrive ensuite, pesant un cinquième du SSBL, mais il s'agit de l'enseignement privé sous contrat en France, catholique à 95%, alors qu'aux Etats-Unis ce sont surtout les universités privées, des plus prestigieuses comme Harvard, Princeton, Yale à celles qui sont moins connues. La plupart des musées et des orchestres sont des ISBL aux Etats-Unis alors que les associations sportives, culturelles et de loisir sont très nombreuses en France, de petite taille, et fonctionnent essentiellement avec des bénévoles. Le développement local ou *community development*, comme les associations civiques et de plaidoyer, ont le même poids et le même rôle dans les deux pays alors que les organisations professionnelles sont relativement plus importantes outre-atlantique. Enfin signalons la quasi-inexistence des associations écologiques ou de solidarité internationale aux Etats-Unis et l'absence de fondations collectant et redistribuant des fonds, à l'exception de la Fondation de France à cette date.

Comment les ISBL se financent-elles dans chaque pays ? C'est ce qu'on peut lire dans le **tableau 3** qui donne la répartition entre financement public et financement privé. Les **ressources** d'origine publique mêlent les subventions sans contrepartie directe et les contrats, remboursement, prix de journée qui sont des ventes au secteur public. Les ressources privées sont des participations des bénéficiaires au service rendu, généralement inférieures au coût de production et souvent modulées en fonction du revenu, des ventes accessoires, des revenus de placements qui concernent principalement les fondations. A côté de ces ressources propres, certaines ISBL, plus nombreuses aux Etats-Unis qu'en France, reçoivent des dons et des legs des particuliers et diverses formes de mécénat d'entreprise. Cependant dans les deux pays ces ressources « philanthropiques » n'ont qu'un rôle d'appoint pour l'ensemble du tiers secteur et elles sont concentrées sur un petit nombre d'ISBL.

Tableau 3 Origine des ressources du SSBL en France et aux Etats-Unis, 1995
(en pourcentage du total des ressources)

	France	Etats-Unis
Ventes, cotisations et ressources propres	34,7%	56,6%
Dons et mécénat	7,5%	12,9%
[Ressources d'origine privée]	[42,2%]	[69,5%]
Financement public	57,8%	30,5%
Total	100,0	100,0

Source : Salamon and associates, 1999

Clairement, le Tiers secteur français trouve son financement principalement auprès de l'Etat, de la Sécurité sociale et des collectivités territoriales alors que les ressources propres, et notamment les droits payés par les usagers (*fees*), prédominent clairement aux Etats-Unis. Cependant le financement public, contrairement aux idées reçues, y est loin d'être négligeable et représente cependant près du tiers des ressources. Ces sources de financement, comme les différences de composition et de rôle des tiers secteurs indiquent évidemment un rapport de la société civile à l'Etat et au marché différent dans les deux pays.

B – Les Tiers secteurs américain et français confrontés à la grille de lecture de la théorie des origines sociales

La théorie des origines sociales (SALAMON AND ANHEIER, 1999) explique les différences entre tiers secteurs par leurs racines historiques profondes dans tous les pays, par les rapports de force entre les diverses classes sociales et par la relation qui prévaut dans chaque pays entre Etat et société. Par ailleurs, les ISBL ont été un enjeu dans les conflits historiques entre Eglise et Etat, qui déterminent encore largement leurs rapports actuels avec ces institutions.

Le Tableau 4 schématise quatre idéal-types de relations entre ISBL et Etat social, en croisant deux critères : la taille relative du tiers secteur et le niveau relatif de la dépense sociale financée par les pouvoirs publics

Tableau 4 : Les quatre idéal-types de SSBL, selon la théorie des origines sociales

Dimension du SSBL		
Niveau de dépense sociale publique	Basse	Haute
Basse	Etatiste (Japon ; pays en développement)	Libéral (pays anglo-saxons)
Haute	Social-démocrate (pays scandinaves)	Partenarial ou corporatiste (Europe continentale)

Source : Salamon and Anheier, 1998

Cette typologie des Tiers secteurs est évidemment à rapprocher de celle des Etats de bien-être d'ESPING ANDERSEN (1990). Les rapports entre Etat social et Tiers secteur sont de substitution

pour les modèles libéral et social-démocrate, alors qu'ils sont de complémentarité pour les modèles étatiste et partenarial. Le SSBL américain peut être considéré comme un exemple du modèle libéral et son homologue français comme représentatif du modèle corporatiste.

Dans les deux pays les institutions sans but lucratif ont précédé historiquement l'Etat social qui n'est apparu que dans les années 1930 et surtout après 1945 en France et, avec une bien plus faible extension, en 1965 avec la *Great Society* du Président Johnson aux Etats-Unis. Intimement mêlées à la démocratie américaine dès ses origines, comme l'a montré Tocqueville, les associations, souvent liées à des dénominations religieuses concurrentes, ont pallié l'absence d'Etat ou ses carences par la pratique du "self help" lors de la conquête de l'Ouest. Cette tradition perdure puisque les ISBL y remplissent actuellement des fonctions qui relèvent en France principalement du secteur public : plus de la moitié des hôpitaux sont privés non lucratifs de même que les universités les plus prestigieuses. Alors qu'en France les ISBL travaillent plutôt en partenariat avec les pouvoirs publics, en fonction du principe de subsidiarité¹⁰, aux Etats-Unis elles sont en concurrence avec les pouvoirs publics, notamment dans le domaine de l'enseignement supérieur, et avec le secteur lucratif dans celui de la santé. Corrélativement, le financement public est la ressource prédominante du SSBL en France comme dans la plupart des pays européens, alors que les ventes de services prédominent aux Etats-Unis.

Le poids et la nature du système de protection sociale façonnent fortement les interrelations entre Etat et SSBL : principe de la responsabilité individuelle et assistance limitée sous condition de ressources et de règles de droit, dans le modèle libéral ; protection sociale très large, à base professionnelle préservant les statuts respectifs des classes sociales, dans le modèle corporatiste. L'opposition des systèmes juridiques, issu de la *Common law* aux Etats-Unis et héritier du droit romain en Europe continentale, explique aussi la présomption de non-lucrativité de quelques catégories juridiques dont évidemment les associations en France alors que les organisations américaines, qui sont des sociétés commerciales ou *corporations*, ont toujours à prouver qu'elles ne distribuent pas de bénéfices.

Ces relations différentes s'expliquent par l'enracinement historique du SSBL dans les deux pays. Histoire brève aux Etats-Unis où les pionniers ont fait face à leurs besoins collectifs par l'association communautaire, avec une réticence durable à l'égard des ingérences de l'Etat fédéral. Histoire longue en France où le SSBL remonte aux œuvres charitables et aux corporations et confréries du Moyen-Age. Au 19^{ème} siècle, la naissance des formes modernes de mutuelles et d'associations a été fortement liée en France au mouvement ouvrier, alors que le SSBL américain est totalement indépendant du mouvement syndical.

Cette histoire longue se traduit pour les associations en France par des références idéologiques multiples : socialisme utopique, christianisme social, marxisme populaire ou trotskiste, solidarisme, et même libéralisme, sans équivalent outre-Atlantique. Aux Etats-Unis, la référence à la tradition individualiste puritaine reste très prégnante dans de nombreuses organisations sans but lucratif, parce qu'elles sont nées dans un climat de concurrence entre dénominations religieuses, même si elles se sont laïcisées depuis leurs origines. Ces références idéologiques différentes expliquent également des formes de bénévolat contrastées, plus caritatif et religieux aux Etats-Unis, plus militant et laïc ou tourné vers des activités d'expression et de sociabilité en France.

¹⁰ Selon ce principe, l'Etat n'intervient pas directement pour satisfaire un besoin social si une collectivité plus proche des personnes concernées, Etat fédéré, commune, association, a pu le faire. En revanche, il finance au moins partiellement la production de services par ces collectivités de proximité.

Cette interprétation des caractéristiques des SSBL des deux pays par leur encastrement historique et institutionnel permet-elle également de rendre compte de leur évolution récente au cours de la dernière décennie ? C'est ce que l'on examinera maintenant à partir de données empiriques plus hétérogènes et moins comparables que celles précédemment utilisées.

II L'évolution récente des Tiers secteur américain et français et leur réaction face à la crise

Dans un premier point, on analysera l'évolution des tiers secteurs au cours de la décennie 1997-2007. Cette partie repose sur des données empiriques variées : deux enquêtes auprès des associations en 1999 et 2005 (TCHERNONOG, 2007) et le compte satellite des ISBL (ARCHAMBAULT ET KAMINSKI, 2009) pour la France ; The Nonprofit sector Almanac et les premiers résultats de la phase 3 du programme Johns Hopkins pour les Etats-Unis. Comme ces données ne sont pas comparables avec celles de la premières parties, on indiquera le sens des évolutions sans la plupart du temps les chiffrer. Dans un second temps on tentera de schématiser l'impact sur les ISBL de la crise financière, économique et sociale qui a frappé les deux pays à partir de 2008. Bien sûr, les données quantitatives ne sont pas disponibles au moment où cet article est rédigé et ce second point s'appuiera essentiellement sur des enquêtes qualitatives auprès des organisations et des dires d'experts.

A – L'évolution des ISBL au cours de 1995 à 2007 en France et aux Etats-Unis

Certains trends sont communs aux deux pays : Dans les deux pays, la période 1995-2007 est une période de croissance économique avec accroissement des inégalités de revenus, mais cette croissance a été plus rapide et plus inégalitaire aux Etats-Unis qu'en France, où l'innovation et le progrès de la productivité a été moins rapide et où un ample système de protection sociale redistributif a réduit les inégalités. On observe également une croissance rapide du nombre d'organisations nouvelles enregistrées ou déclarées chaque année dans les deux pays. Aux Etats-Unis, le nombre des ISBL enregistrées a augmenté entre 1995 et 2005 de 23%, leurs ressources de 54 % et leurs actifs de 77 % alors que le PIB ne croissait que de 35% (Nonprofit Almanac, 2009)¹¹. De même, on constate une croissance plus rapide de l'emploi dans le Tiers secteur que dans le reste de l'économie. Ainsi, entre 1993 et 2002, l'emploi associatif en France a progressé de 38% quand l'emploi salarié dans les entreprises à but lucratif et la fonction publique ne progressaient que de 16% et 17% (TCHERNONOG, 2007). Une évolution comparable mais moins spectaculaire est observée aux Etats-Unis. Il en résulte que la part du SSBL dans l'emploi total passe de 6,3% en 1997 à 8,1% en 2007 aux Etats-Unis et de 3,7% à 7,4% en France¹². Quelle que soient les réserves méthodologiques, il y a un effet de rattrapage indéniable en France.

Au cours de la période, on observe dans les deux pays une externalisation des services de santé et des services sociaux de l'Etat vers les ISBL, sur appel d'offres en compétition avec les entreprises lucratives. Le tiers secteur se professionnalise des deux côtés de l'Atlantique sans que l'offre de travail bénévole se réduise, bien au contraire. La progression du nombre et du pourcentage des bénévoles dans la population adulte est constante en France depuis 1990

¹¹ On ne dispose malheureusement pas de données aussi précises et officielles en France actuellement. Cependant la tendance est la même.

¹² Cette forte progression en France est pour une part illusoire, car le premier chiffre est issu de la comparaison Johns Hopkins 2005, alors que le second provient des données INSEE Economie sociale, Associations, emploi en ETP, 2007 qui cernent des ensembles assez différents.

ainsi que le montre le **tableau 5**. Après avoir constamment augmenté de 1996 à 2005, le nombre de bénévoles et le taux de bénévolat déclinent aux Etats-Unis en 2006 et 2007

Tableau 5 Evolution du bénévolat dans les ISBL en France et aux Etats-Unis

	1990	1993	1996	2002	2005	2007
France : Nombre de bénévoles, en millions	7,9	9,0	10,4	12	14,2	
Taux de bénévolat	19%	20,8%	23,4%	26%	-	
Etats-Unis : Nombre de Bénévoles, en millions					65,3	60,8
Taux de bénévolat			22%	26,7%	28,8	26,2

Sources : France : Enquêtes LES/ISL/JHCNP pour 1990,1993, 1996 ; INSEE 2002 ; Tchernonog 2007 ; Etats-Unis : Current Population Survey, 2003, Bureau of Labor Statistics, 2009

Dans les deux pays, le nombre d'heures consacré au bénévolat est extrêmement dispersé avec un nombre annuel moyen d'heures de 99 heures en France et de 138 aux Etats-Unis¹³ ; les caractéristiques socio démographiques des bénévoles sont très proches : le bénévolat croît très fortement avec le niveau d'études et fortement avec le revenu ; le taux de bénévolat est plus fort pour les personnes en emploi que pour les inactifs ou les chômeurs ; il croît avec l'âge, atteint son maximum entre 35 et 55 ans puis décroît. En revanche les femmes sont plus souvent bénévoles que les hommes aux Etats-Unis alors que c'est l'inverse en France.

Ceci tient largement à une orientation du bénévolat différente : près de la moitié du temps de travail bénévole va aux ISBL du secteur Culture, sports et loisirs en France, plus masculin, puis loin derrière à l'action sociale alors qu'au Etats-Unis plus du tiers de ce temps va aux organisations religieuses, très féminisées, puis aux institutions d'éducation et au développement communautaire.

Mais **d'autres évolutions renforcent la spécificité des tiers secteurs de chaque pays**, la dépendance de sentier de leurs institutions analysée par la théorie évolutionniste (Nelson and Winter, 1982). La prédominance de la santé, qui représente 59% des ressources de l'ensemble des *reporting charities* en 2005 (Nonprofit Almanac 2008) se renforce aux Etats-Unis alors que celle des services sociaux augmente encore en France. De même, en ce qui concerne les ressources des ISBL, la part relative des ressources marchandes (ventes, participation des usagers au service rendu et revenus de placements) augmente aux Etats-Unis, atteignant 58% en 2005¹⁴. Cette évolution prolonge une tendance longue au désengagement du secteur public et à la marchandisation commencée sous la Présidence Reagan. Inversement, en France, les partenariats avec les pouvoirs publics se multiplient et la part du financement public dans les ressources du SSBL augmente légèrement puis stagne en fin de période, tout en se redéployant de l'Etat vers les collectivités territoriales. (TCHERNONOG, 2007)

¹³ La médiane est de 50 heures aux Etats-Unis et sans doute plus basse en France. Ce qui traduit la forte asymétrie de la distribution des bénévoles. En France les deux tiers des bénévoles sont occasionnels et un tiers réguliers, parmi lesquels on trouve les plus fortes durées de travail. La proportion de bénévoles réguliers est nettement plus forte aux Etats-Unis

¹⁴ En 2005, la part du financement public est de 29% (20% de commandes publiques ou remboursements, liés essentiellement aux programmes *Medicare* et *Medicaid*) et celle des dons privés est de 12%.

Un autre exemple de dépendance de sentier concerne la stabilité des comportements des donateurs. Au cours de la décennie observée, les incitations fiscales au don sont demeurées inchangées aux Etats-Unis alors qu'elles ont été fortement augmentées en France¹⁵. Cependant, le pourcentage de donateurs et le montant des dons a augmenté plus rapidement aux Etats-Unis qu'en France en dépit d'incitations au don qui sont actuellement parmi les plus généreuses du monde : l'augmentation des dons en France ne correspondrait qu'à celle de la dépense fiscale, le « reste à charge » des donateurs demeurant inchangé. Cette moindre propension à donner des Français par rapport aux Américains s'explique évidemment par une conception différente de l'Etat qui détient dans la tradition jacobine le monopole de l'intérêt général (Rosanvallon, 2004).

Corrélativement, les fondations déjà nombreuses aux Etats-Unis, se sont multipliées au cours de cette décennie de croissance inégalitaire, où les milliardaires issus de révolution numérique ont créé leur propre fondation. Leurs actifs ont considérablement augmenté ainsi que les subventions qu'elles versent aux autres ISBL. En France, les fondations créées par des particuliers restent peu nombreuses, même si elles augmentent à partir de la loi Aillagon de 2003. Cependant les fondations d'entreprises se multiplient depuis cette date, de même que les nouvelles formes de fondations (de coopération scientifique, universitaires, partenariales) initiées par cette loi, ainsi que les fonds de dotation créés en 2008.

La dépendance de sentier se retrouve aussi sur le plan idéologique : la Présidence W.Bush a été très favorable grâce au système des *vouchers* aux ISBL à référence religieuse (*faith-based*), notamment à la mouvance protestante évangéliste, la plus particulariste, que ce soit dans le domaine scolaire ou celui de la santé. Dans le même temps, les ISBL françaises sont de plus en plus laïques et même les plus anciennes, rattachées à une tradition charitable religieuse, gommant cet héritage dans leurs messages adressés à une société française qui attache de moins en moins de prix aux valeurs religieuses. En revanche, les partenariats avec l'Etat ou les collectivités territoriales deviennent de plus en plus officiels, formalisés et durables dans des chartes, des conventions pluriannuelles d'objectifs, des référentiels élaborés en commun, des conférences de la vie associative, alors que la nouvelle philanthropie introduit aux Etats-Unis la culture de l'évaluation et du résultat qui est celle des grandes entreprises capitalistes et que la *venture philanthropy* réclame des ISBL davantage d'efficacité managériale, plus de transparence et une meilleure gouvernance. Enfin, les liens entre les associations et fondations et les coopératives ou mutuelles se consolident en France alors que le concept d'économie sociale n'existe pas aux Etats-Unis.

Ce renforcement des spécificités de chaque pays a des incidences sur l'impact de chaque SSBL sur la société. La marchandisation des ressources des ISBL aux Etats-Unis accentue leur orientation vers les classes moyenne et supérieure alors que beaucoup d'associations créées en France au cours de la période aident matériellement ou défendent les exclus et les sans-droits, avec ou sans financement public.

B – Quelle résistance des institutions sans but lucratif face à la crise financière, économique et sociale depuis 2008 ?

¹⁵ Aux Etats-Unis les dons aux *public charities* et aux fondations sont intégralement déductibles du revenu imposable. L'avantage fiscal maximal est donc de 38%, tranche supérieure de l'impôt progressif et les déductions sont plafonnées à 50% du revenu imposable. En France, 50% des dons aux ISBL en 1996, puis 60% en 2003 et 66% en 2006 sont déductibles de l'impôt lui-même, avec un plafonnement qui est passé de 1,25% en 1996 à 20% du revenu imposable en 2003.

La crise a évidemment démarré aux Etats-Unis et ses effets destructeurs d'emplois se sont étalés sur les années 2008 et 2009. La France a suivi avec six mois de retard. Les deux pays ont mis en œuvre des plans de relance, beaucoup plus ample en valeur absolue et relative aux Etats-Unis qu'en France. Le plan de relance des Etats-Unis commence à porter ses fruits et les signes de redémarrage de la croissance depuis le début de 2010 y sont plus nets qu'en France. Quel a été l'impact de cette crise financière, économique et sociale sur les ISBL de chaque pays ?

Là aussi, il y a des **traits communs** aux deux pays : la crise a créé de nouvelles formes de pauvreté liées à des suppressions d'emploi jamais connues à cette échelle depuis la deuxième guerre mondiale, à de nouvelles vagues de sans domicile par expulsion ou abandon de maisons impayées. Des deux côtés de l'Atlantique, ces nouveaux pauvres allongent les files d'attente devant les *soup kitchens* ou les Restos du Cœur. Les ISBL ont alors à faire face à un effet de ciseau : répondre à ces nouveaux besoins sociaux avec des ressources décroissantes, car la marchandisation accrue n'est pas une solution pour ces populations insolvables. Par ailleurs, la compétition devient plus dure entre ISBL pour obtenir des dons, avec un coût croissant et un rendement décroissant du *fundraising*. Dans le premier temps de la crise, les subventions publiques ou les remboursements pour les services sociaux ou de santé ont été retardés en France ou supprimés aux Etats-Unis (AVIV, 2009), provoquant des difficultés de trésorerie au mieux, et au pire le dépôt de bilan et le licenciement des salariés, comme c'est le cas de quelques associations de services à la personne en France. Certaines ISBL, plus nombreuses aux Etats-Unis qu'en France, fusionnent avec d'autres oeuvrant dans le même secteur d'activité ou encore mutualisent une partie de leurs moyens en infrastructure, en équipement ou en ressources humaines, gèlent les salaires et réduisent les frais généraux.

Inversement les **différences** sont marquées : il y a toujours moins de 2000 fondations en France (même si elles se multiplient depuis la loi Aillagon de 2003) et les actifs de ces fondations sont sans commune mesure avec ceux de leurs homologues ; par ailleurs, les associations détiennent peu d'actifs financiers car, à part les associations reconnues d'utilité publique - moins de 2000 - elles n'ont pas le droit de posséder un patrimoine de rapport. Les ISBL françaises ont donc échappé largement à la crise financière et à l'effondrement des valeurs boursières qui a frappé les actifs des grandes fondations et *public charities* américaines : la perte de valeur des actifs moyenne est de 25 à 30% , ce qui aggrave leur mauvaise santé financière et oblige la plupart des fondations être plus sélectives dans le choix des projets qu'elles financent et les autres ISBL à se restructurer, comprimer leurs coûts et réduire ou supprimer certains programmes¹⁶.

Cependant, le plan de relance de l'administration Obama provoque en 2010 un rééquilibrage financier pour de nombreuses ISBL. En effet, des centaines de milliards de dollars ont été ou seront versées par l'Etat fédéral aux états fédérés et ceux-ci ont largement externalisé un grand nombre de prestations de services vers les ISBL des secteurs éducatif, sanitaire et social tout en assurant leur financement. Cette tendance très récente rapproche évidemment le tiers secteur américain du modèle européen de partenariat de bien-être. Par ailleurs, les bénévoles ; un peu moins présents en 2007 et 2008 reviennent plus nombreux et plus divers, après la

¹⁶ Une enquête récente auprès de 363 ISBL américaines montre que 83% d'entre elles ont connu des difficultés financières au cours des derniers mois, dont la moitié ont été estimées graves ou très graves. 51% ont vu leurs ressources diminuer et parmi elles, ce sont les dons des particuliers, des entreprises et des fondations qui ont le plus baissé. Les ISBL qui ont le plus souffert sont les théâtres et orchestres, très tributaires aux Etats-Unis des dons ; celles qui ont connu le moins de difficultés financières sont les écoles et les universités. (SALAMON et alii, 2009)

grande mobilisation de la jeunesse que fut la campagne présidentielle d'Obama. Pour les ISBL françaises en revanche, le plus dur reste sans doute à venir : les financements en provenance de l'Etat ont commencé à baisser et ne sont plus compensés par les collectivités territoriales, elles aussi en déficit ; les dons se maintiennent mais ne progressent pas et un effort de restructuration massif sera sans doute le lot des associations françaises, trop petites et trop nombreuses, dans les années à venir. Le caractère très contra-cyclique des ISBL et le décalage de la France par rapport à la crise et à la reprise américaine expliquent sans doute que l'emploi y augmente encore pendant les deux premiers trimestres de 2009, alors qu'il se contracte fortement dans le reste de l'économie, mais aussi dans le Tiers secteur américain au cours de la même période.

Conclusion

On pourrait peut-être dire que le tiers secteur américain est plus réactif et plus résilient que son homologue français. Plus proche par sa nature et la structure de ses ressources des entreprises commerciales, plus concentré et plus professionnalisé, plus orienté vers les classes moyennes, à l'exception de sa frange « compassionnelle », il dispose de fonds propres beaucoup plus importants, il est plus ouvert à l'innovation technologique et son comportement est plus procyclique. Le SSBL français est plus dispersé, plus effervescent, plus laïc et moins traditionnel, plus contra-cyclique de par son imbrication dans les politiques de l'emploi. Il détecte les nouveaux besoins sociaux et il est à la source de nombreuses innovations sociales que l'Etat peut reprendre à son compte. Il revendique d'ailleurs un rôle de co-construction de l'intérêt général en résistance aux résurgences jacobines, alors qu'aux Etats-Unis le Tiers secteur est par construction porteur de *public good*. Le SSBL français n'est donc pas simplement en retard conjoncturel ou structurel sur celui des Etats-Unis, il est porteur d'une histoire compliquée et de traditions différentes.

Dans quelle mesure la réforme du système de santé aux Etats-Unis va-t-elle orienter son tiers secteur vers une forme plus partenariale et vers les populations pauvres et laborieuses? Quelles solutions seront trouvées en France au retrait progressif du financement public? C'est le défi actuel qu'ont à relever les associations, expression fondamentale des sociétés démocratiques. « Pour que les hommes restent civilisés ou le deviennent, il faut que parmi eux l'art de s'associer se développe et se perfectionne dans le même rapport que l'égalité des conditions s'accroît » disait Tocqueville (Tocqueville, 1840, Livre II, p.501)

BIBLIOGRAPHIE

- ARCHAMBAULT E. (1996), *Le secteur sans but lucratif. Associations et Fondations en France*, Paris, Economica
- ARCHAMBAULT E. (2001), “ Historical Roots of the Nonprofit sector in France” *Nonprofit and Voluntary Sector Quarterly*, vol 30, n°2, p. 204-221
- ARCHAMBAULT E. (2009) “The Third Sector in Europe : Does it Exhibit a Converging Movement” in B. ENJOLRAS and K.H. SIVESIND Edrs, Civil Society in Comparative Perspective , *Comparative Social Research*, vol 26, p. 3-24
- ARCHAMBAULT E. et P. KAMINSKI, (2009) « La longue marche vers un compte satellite de l'économie sociale » *Annals of Public and cooperative economy*, vol 80, n°2, p. 225-246
- ARCHAMBAULT E. ET PROUTEAU L. (2009), « Mesurer le bénévolat pour en améliorer la connaissance et répondre à une recommandation internationale » *RECMA Revue internationale de l'économie sociale*, vol 88, n° 314, octobre 2009, p.84-104
- AVIV D, (2009), Conférence invitée au Colloque du Comité de la Charte, Paris, 8 octobre 2009
- Bureau of Labor Statistics (2009), *Volunteering in the United States*
- CEVIPOF, *Les associations devant la démocratie : France/Etats-Unis*, (2010), Paris, Journée d'études du 15 janvier 2010, notamment interventions de M. BARTHELEMY, L. JAUME, O.ZUNZ
- DEFOURNY J. AND NYSENS M. (2008), “Conceptions of Social Enterprise in Europe and the United States : Convergences and divergences » EMES Summer School, Corte.
- ESPING-ANDERSEN G. (1990), *The Three Worlds of Welfare Capitalism*. Princeton, Princeton University Press,.
- NELSON R and S. WINTER (1982), *An evolutionary theory of economic change*, Harvard University Press
- National Center for charitable statistics (2009), *Nonprofit Almanac Public Charities, giving and volunteering*, Urban Institute
- NORTH D.(1990), *Institutions, Institutional change and Economic Performance* Cambridge University Press
- TCHERNONOG V. (2007) *Le paysage associatif français, Mesures et évolutions*, Juris Associations, Dalloz
- SALAMON L. and ANHEIER H. (1998) “ Social origins of civil society” *Voluntas*, vol. 9, n°3, p. 213-248
- SALAMON L. and W. SOKOLOWSKI (2004) *Global Civil Society. Dimensions of the Nonprofit Sector*, volume 2, Baltimore, The Johns Hopkins Center for Civil Society Studies and Kumarian Press

SALAMON L., Geller S. and Spence K. (2009), *Impact of the 2007-2009 Economic Recession on Nonprofit Organizations*, Baltimore, Johns Hopkins University, Listening Post Project

System of National Accounts, 1993, United Nations Publications

TOCQUEVILLE A. de (1835 et 1840) *De la Démocratie en Amérique*, Paris, Gallimard, 1951

United Nations Statistics Division (2003). *Handbook on Non-Profit Institutions in the System of National Accounts*,. Statistical Papers, Series F, No. 91 (traduction française parue en 2006).